

« **Les actions populaires restent la forme principale de la résistance du peuple syrien** »

mardi 29 mai 2012, par [HABASH Khalil](#) (Date de rédaction antérieure : 13 mai 2012).

Introduction

L'organisation Médecins sans frontières (MSF) vient de publier un rapport sur la politique militaire de la santé du régime syrien, daté du 17 mai 2012.

Il suffit à démontrer, une fois de plus, la façon dont le régime criminel de Bachar al-Assad et de son clan utilise des méthodes qui font corps avec les caractéristiques de sa domination tyrannique sur la très large majorité de la population de la Syrie.

Ce sobre constat devrait suffire à faire taire, honteusement, ceux qui manifestent une « neutralité » entre « les deux acteurs de la violence » ; et ceux qui, au nom d'un ne sait quel anti-impérialisme - déjà invoqué à l'occasion de la révolution Hongroise de 1956 ou du soulèvement en Tchécoslovaquie en 1968 -, « s'opposent » au « complot impérialiste » qui viserait à faire tomber Assad et à affaiblir ses soutiens : le kgbiste Poutine ou la clique réactionnaire au pouvoir en Iran. La volonté et le sort de la population syrienne ne comptent pas pour ces « géopoliticiens » des « micro-manceuvres propagandistes » anti-impérialistes sur Internet ou qui émargent (« pour la bonne cause », cela va de soi !) aux pétrodollars d'un « pouvoir progressiste » d'Amérique latine.

Donnons donc la parole à MSF : « *Premier constat, le personnel médical est terrorisé. Et ce à tel point que les soignants n'acceptent de pratiquer que des premiers soins d'extrême urgence. Pour des fractures, ils posent simplement des attelles de fortune. En cas d'hémorragie, ils se limitent à des pansements compressifs, même lorsqu'ils disposent de plateaux techniques qui permettraient de dispenser des soins plus appropriés et complets. « Ils nous ont dit que le risque est trop grand, raconte le chirurgien MSF. Un collègue syrien m'a dit "Être pris avec un patient, c'est pire que d'être pris avec une arme. C'est la mort pour le patient, et pour moi-même".* »

Autre constat, les hôpitaux et les structures de soins en général sont ciblés par les forces de sécurité syriennes. Dans une petite ville où s'est rendue l'équipe, un centre de santé qui faisait office d'hôpital clandestin avait été brûlé par l'armée. Il n'y avait plus aucun endroit pour soigner des blessés. Un autre centre de santé qui était en bon état disposait seulement d'une salle de consultation. Dans une autre localité, l'équipe trouve un vrai hôpital qui fonctionne. Cet hôpital dispose d'une équipe, de matériel et d'une salle d'opération assez bien équipée. « *Nous avons opéré tant qu'on a pu. Puis on a dû partir en moins de dix minutes quand on nous a prévenus que l'armée arrivait, qu'elle lançait une attaque sur la ville. Par la suite, on a entendu dire que l'hôpital avait subi de gros dommages et qu'il n'est pas près de fonctionner de nouveau.* » Et la peur est toujours là. Ailleurs, toujours dans la région d'Idlib dans le nord de la Syrie, l'équipe est accueillie dans un hôpital public où la salle d'opération est fermée. Le personnel refuse de faire de la chirurgie, de peur des représailles. Il ne fait donc que les premiers soins qui prennent dix à vingt minutes. « *Si les chars arrivent, je peux être prévenu à temps, nous a expliqué le médecin chef. Je peux faire partir les patients et effacer toutes les traces.* » Car la famille reste auprès du patient, prête à le ramener aussitôt. »

Nous publions ci-dessous l'article d'un militant syrien qui a déjà développé, sur ce site, des analyses largement confirmées par les développements en Syrie et dont nous partageons l'orientation.

Rédaction de A l'Encontre

« Les actions populaires restent la forme principale de la résistance du peuple syrien »

Le mouvement populaire en Syrie ne s'est pas retiré des rues, des universités et des places de travail malgré la répression multiforme du régime, autant politique et que militaire. Les arrestations et le nombre de victimes ne cessent d'augmenter, ce dernier a dépassé les 11'000 tués, alors que le nombre de personnes déplacées au sein du pays et le nombre de réfugiés à l'étranger croît de jour en jour. Le chef de la Croix-Rouge a récemment déclaré que 1,5 million de Syriens avaient besoin d'une aide humanitaire.

La non-application du plan Annan, la farce des « élections libres et équitables » du 7 mai 2012, la question du Bataillon Farouk [à Homs « lié » à l'Arabie saoudite], ainsi que l'augmentation des attaques terroristes criminelles au cours des derniers mois ont, simultanément, plongé le pays dans une spirale de violence et dans l'incertitude.

Le plan Annan et la répression du régime

Aucune des exigences du plan de Kofi Annan, nommé le 23 février 2012 « émissaire conjoint des Nations unies et de la Ligue arabe sur la crise en Syrie » - plan qui est le résultat d'un compromis au sein du Conseil de sécurité de l'ONU entre, d'une part, la Russie et la Chine et, de l'autre, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France - n'a été respectée par le régime Assad.

Le régime a, au contraire, poursuivi sa répression meurtrière. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a demandé et obtenu le déploiement d'un détachement d'observateurs militaires non armé pouvant aller jusqu'à 300 unités (ils sont actuellement 189 en Syrie) afin de contrôler l'application d'un cessez-le-feu. Ce dernier est entré, formellement, en vigueur, comme élément du plan Annan, le 12 avril dernier.

Pour rappel, le plan appelle également à une fin immédiate « des violences », à la livraison d'une aide humanitaire, à l'ouverture d'un processus permettant à l'opposition de présenter pacifiquement ses revendications, à la libération des détenus politiques, à l'autorisation pour les journalistes d'entrer dans le pays ainsi que la garantie que les manifestations puissent se dérouler pacifiquement.

Le scepticisme du mouvement populaire et d'une grande partie de l'opposition à l'égard du plan Annan - qui reposait sur le soupçon qu'il connaîtrait un sort similaire à celui des initiatives développées dans le cadre du protocole de la Ligue arabe ou de l'infâme mission d'observation présente en décembre 2011 - a été par conséquent confirmé. Les différents groupes d'opposition en Syrie ont toutefois exprimé à maintes reprises leur volonté de continuer à respecter les dispositions du plan Annan.

Robert Mood, ancien chef d'état-major de l'armée norvégienne [major general], responsable de la

mission de l'ONU, a en fait confirmé l'accord de l'opposition avec les dispositions du plan Annan. Il a déclaré : « Je puis vous dire à partir de mon activité sur place que ceux [les groupes d'opposition] que j'ai pu rencontrer m'ont déclaré qu'ils étaient disposés à respecter le plan Annan en six points, y compris l'Armée syrienne libre, au plan local, ainsi que les Comités de coordinations locaux. »

A qui donc revient la responsabilité des affrontements armés permanents entre les divers détachements de l'armée syrienne, les forces dites de sécurité du clan Assad et des groupes de l'Armée syrienne libre ? Avant d'y répondre, il faut souligner, une fois de plus, que ces heurts militaires ne sont de loin pas les seules expressions du conflit entre la population et le régime dictatorial ; même s'ils occupent une place de relief dans les médias internationaux.

Ces affrontements relèvent de la seule et unique responsabilité des forces du régime. Le plan Annan exige formellement que le gouvernement retire ses troupes et cesse d'utiliser des armes lourdes dans les zones habitées. Il est très explicitement écrit que le gouvernement doit d'abord arrêter [la répression] et qu'ensuite une discussion visant à la cessation des hostilités pourrait s'ouvrir avec « l'autre côté » et le médiateur. En réalité, jusqu'à aujourd'hui, le régime a poursuivi ses massacres quotidiens contre la population civile. Le régime syrien ne remplit pas son engagement de retirer ses forces des zones habitées.

Le régime a, dans le même temps, continué son objectif de viser les organisateurs des manifestations et les membres de l'opposition, en particulier ceux qui luttent au sein des comités de coordination et qui défendent une Syrie démocratique, laïque et anti-impérialiste.

En outre, Monsieur K. Annan a relevé que des personnalités connues pour être favorables à des stratégies non violentes destinées à renverser le régime ont été arrêtées par les autorités. Le cas de l'intellectuel palestino-syrien Salameh Kaileh, qui avait déjà été emprisonné par le régime dans le passé, constitue une illustration de cette situation. Il a soutenu inconditionnellement la révolution syrienne, dès son début, tout en critiquant, pour différentes raisons, autant le Conseil national syrien (le CNS, une opposition basée principalement à l'extérieur du pays) que le Comité national de coordination (CNC) pour un changement démocratique (principalement basé au sein du pays), comme n'étant pas réellement représentatifs des masses révolutionnaires. Il a affirmé qu'aucun des deux n'avait confiance en la capacité du peuple à réaliser des changements, ni que celui-ci pouvait renverser le régime. [Voir sur ce site l'article qui lui a été consacré en date du 30 avril 2012, sous l'onglet Syrie].

L'appel du Conseil national de coordination (CNC) pour que soient entreprises des réformes et que s'ouvre un dialogue avec le régime afin de mettre en place des changements laisse de côté le moment révolutionnaire, ainsi que les aspirations du peuple. Alors que l'appel pour une intervention militaire du Conseil national syrien (CNS) témoigne également d'un manque de confiance en la capacité du peuple syrien à réaliser des changements.

Un silence inacceptable sur la Coalition Watan

Le cas de Salameh Kaileh est intéressant en ce que ses positions, évoquées ci-dessus, reflètent une tendance vaste et profonde des militants et des groupes qui agissent en Syrie, telle la Coalition Watan qui représente 17 organisations de gauche.

Celle-ci est complètement ignorée par les médias régionaux et occidentaux, aussi bien que par une partie de la « gauche » en Occident.

Le régime a, en fait, ciblé fortement les personnes qui partagent ses positions en les assassinant, les arrêtant ou en les poussant à l'exil. Les arrestations réalisées au cours des dernières semaines ont

ciblé des personnes comme Mahmoud Issa, un avocat de l'opposition et militant de la ville côtière de Tartous ; les deux fils de Fayez Sara, une personnalité de l'opposition qui a fondé l'Association des journalistes syriens, ainsi que le réseau de médecins visant à soigner les blessés.

Une augmentation du nombre de manifestations et des actions de résistance populaire, de la jeunesse en particulier, a toutefois été observée au cours des dernières semaines à travers tout le pays.

Plusieurs « manifestations éclairs » (flash mob) ont été organisées ainsi que des manifestations dans l'espace public et dans des endroits qui n'étaient jusqu'alors pas connus pour avoir été des lieux d'importantes mobilisations.

Le slogan « Stop aux massacres, nous voulons bâtir une Syrie démocratique et civile » a été brandi, pour la première fois, par une jeune activiste. Elle se tenait seule devant le parlement. Ce mot d'ordre a été repris dans tout le pays par des groupes de jeunes militant·e·s suite à son arrestation par les services de sécurité.

Les universités constituent toujours des centres de la résistance. L'université d'Alep a été le lieu d'une importante manifestation d'étudiants, il y a quelques semaines. Elle a été violemment réprimée par les forces de sécurité qui ont tué 4 personnes et arrêté des centaines d'autres.

Les travailleurs ont aussi été des cibles de la répression. Au cours du mois de décembre 2011, des campagnes réussies de désobéissance civile ainsi que des grèves générales se sont déroulées en Syrie. Elles ont paralysé d'importantes parties du pays, montrant ainsi que la mobilisation de la classe laborieuse et des exploité·e·s se trouve au cœur de la révolution syrienne. C'est pour cette raison que la dictature, avec pour objectif de briser les dynamiques de la contestation, a licencié plus de 85'000 travailleurs entre janvier 2011 et février 2012 et fermé 187 fabriques (selon des chiffres officiels).

Donc, contrairement à ce que prétendent uniformément les médias, les actions populaires restent la forme principale de la résistance du peuple syrien. Cette réalité ne plaît toutefois pas au régime, qui tente de présenter tous les membres de l'opposition comme étant des extrémistes islamistes contrôlés par le régime saoudien. C'est pour cette raison qu'il les a ciblés depuis le début de l'insurrection.

Le bataillon Al Farouk et l'intervention saoudienne, ou contester les racines de la révolution !

Les principaux membres de l'opposition n'ont pas cessé d'appeler à l'unification des différents groupes armés actifs en Syrie sous une autorité civile devant laquelle ils devraient rendre compte.

Les actions de l'Armée syrienne libre (ASL) devraient également être coordonnées par les groupes d'opposition locaux, afin qu'elles puissent servir les objectifs de la révolution.

Depuis le 5 mai 2012, certains efforts ont été réalisés pour coordonner les activités de divers groupes armés en Syrie en établissant un Conseil militaire unifié. L'ASL a négocié avec différentes factions dans l'espoir de les persuader de rejoindre un tel organisme.

La direction de l'ASL leur a déclaré qu'elle ne ferait pas entrave à leur liberté d'action dans leurs zones respectives. Elle leur a également promis qu'elle n'interférerait pas avec leurs activités sur le terrain, mais qu'elle assurerait simplement la liaison entre eux et agirait comme une organisation faitière.

Ces tentatives, malgré de nombreux progrès, n'ont, jusqu'à aujourd'hui, pas abouti. L'une des principales raisons qui explique cet échec, outre le manque de coordination et le faible équipement des groupes d'opposition armés en Syrie, réside dans les interventions de certains pays voisins, en particulier l'Arabie saoudite et le Qatar.

Ces derniers tentent de détourner la révolution syrienne, la conduisant sur la voie de leurs propres objectifs limités à leurs intérêts propres dans la région et non sur ceux des Syriens. Les directions conservatrices de ces pays veulent intervenir en Syrie de manière analogue à ce qu'elles ont fait et font en Egypte et en Tunisie pour circonscrire le processus révolutionnaire, par exemple en supportant financièrement les Frères musulmans et les salafistes en Egypte, ou encore Ennahda et d'autres forces plus minoritaires en Tunisie, à l'occasion des élections.

Des forces qui ne s'opposent pas aux intérêts impérialistes occidentaux ainsi qu'à leurs clients et juniors partners dans la région ; elles souhaitent restreindre les conséquences politiques, sociales et économiques des révolutions. Tandis que l'Arabie saoudite et le Qatar sont intervenus militairement au Bahreïn pour écraser le mouvement populaire.

L'Arabie saoudite a notamment aidé financièrement et politiquement un groupe particulier : le bataillon Al Farouk à Homs. Les membres de l'opposition syrienne sont conscients de cette situation et l'ont condamnée.

En partie en raison du comportement du bataillon Farouk, 24 différents groupes armés ont commencé à travailler ensemble à Homs.

Dans un e-mail du 25 mars adressé au président du CNS, Burhan Ghalioun, le représentant de ces 24 groupes armés a critiqué le monopole du bataillon Farouk sur les prises de décision dans des zones qu'ils contrôlaient, en particulier dans le quartier Khalidiyeh d'Homs ainsi que dans le centre de la ville, à al-Qusayr. Il a également condamné les tentatives du bataillon de soumettre par la force quiconque se trouvait en dehors du commandement de celui-ci, en adoptant ce qu'il appelle une « politique de la trique » lorsqu'il traitait avec d'autres combattants.

Le bataillon a été aussi accusé de faire usage d'une violence injustifiée, entraînant d'importantes pertes humaines, contre leurs adversaires ainsi que contre les groupes anti-régime qui ne figurent pas sous l'appellation Al Farouk. Les punitions et les mises en garde dites légères du bataillon Al Farouk visant des combattants à Bab al-Sibaa ont conduit à la mort de cinq martyrs.

Dans ce même e-mail, le représentant des 24 groupes a déclaré que les pratiques du bataillon Al Farouk sont « dirigées » (suggérées) par leurs bailleurs de fonds -, en particulier les Saoudiens. Il ajoute que le fondement de la crise dans la ville d'Homs provient du fait que des groupes, qui recevaient des sommes inégales, en provenance directe d'Arabie saoudite, avaient des ordres les exhortant à viser les quartiers loyalistes et à exacerber les conflits confessionnels, tandis que d'autres étaient incités à combattre le CNS.

Les dirigeants du terrain ont souligné que le fait de recevoir de l'aide en provenance d'Arabie saoudite contenait des conditions implicites visant à agir de façon différente à ce que la résistance populaire effective souhaitait.

De leur base à Homs, proche de la frontière libanaise [à moins d'une vingtaine de kilomètres], le bataillon Al Farouk est bien situé pour se fournir en armes lourdes dans des villes telles que al-Qaa et Irsal [au nord est du Liban], via des centres salafistes au nord du Liban.

Ces faits signifient-ils que l'opposition syrienne est un instrument des gouvernements occidentaux et saoudien, ainsi que certains le disent ? La répression des forces de sécurité syriennes ainsi que de

l'armée serait-elle donc par conséquent justifiée ?

Il faut tout d'abord rappeler que la répression du régime a commencé dès le premier jour des protestations, il y a plus de 14 mois. Elle a visé sans cesse, et en premier lieu, des civils, lorsqu'il n'existait pas de groupes armés, lesquels sont apparus en réaction contre la répression du régime. Pour une grande partie, dans le but de défendre leurs familles et leurs quartiers. Enfin, ainsi que nous l'avons écrit plus haut, le plan Annan exigeait clairement le retrait de l'armée syrienne des villes et des zones habitées, exigence qui n'a pas été respectée !

Le bataillon Farouk est, en outre, situé seulement dans certaines parties d'Homs. Il a été condamné par les 24 autres groupes présents dans la ville alors que le mouvement populaire syrien a refusé toute intervention étrangère ainsi que le recours aux conflits confessionnels. Réduire la révolution syrienne à un seul groupe armé revient simplement à ignorer ses dynamiques sociales et politiques, démocratiques, ainsi que les origines de l'insurrection !

La majeure partie du mouvement populaire syrien reste, sans contestation possible, indépendant de ces interventions étrangères et poursuit sa lutte pour une Syrie démocratique, civile, sociale et anti-impérialiste.

La parodie électorale

La répression prend aussi d'autres formes, notamment par l'organisation d'une parodie d'élections alors que de nombreuses villes et régions vivent dans un état de siège militaire.

Le régime a organisé, le 7 mai 2012, de prétendues élections libres et avec « pluralité de partis » en vue de constituer un nouveau parlement.

Les candidats et partis n'étaient pas différents des élections passées, malgré la prétention selon laquelle les nouvelles lois concernant les élections et la constitution de nouveaux partis autant que la suppression de l'article 8 de la Constitution [de 1973, qui affirmait que le Baas est « le dirigeant de l'Etat et de la société »] ouvriraient la voie pour des élections multipartidaires.

Les candidats de l'ancienne opposition officiellement reconnue, le Front national progressiste (FNP), ont participé aux élections de cette année sur une liste appelée coalition de l'unité nationale. Le FNP comprenait auparavant les partis des « travailleurs et paysans » de Syrie. Cette fois-ci, à l'exception du Baas, aucun parti n'a été autorisé à présenter des candidats dans toutes les provinces du pays.

Les deux autres partis qui participaient à ces élections étaient les communistes, sous la bannière du « Parti de la volonté du peuple », dirigé par Qadri Jamil, et le Parti social-nationaliste syrien (PSNS), dirigé par Ali Haydar, sous la bannière du « Front populaire pour le changement et la libération ». Ces deux partis ont été et sont loyaux et des soutiens du régime actuel.

La plupart des candidats à ces élections n'ont pas publié de programmes électoraux, la majorité comptant sur des images et sur quelques phrases vagues. De nombreux Syriens se sont moqués des candidats, les présentant comme des pantins dans les mains du régime et illustrèrent leur mépris en collant dans les rues des photographies de martyrs révolutionnaires connus comme étant des candidats alternatifs à ces élections.

Le mouvement populaire ainsi que divers groupes d'opposition ont boycotté ces élections en affirmant qu'une participation signifierait se compromettre avec le régime et en reconnaître la légitimité. Des manifestations et des grèves ont été organisées en opposition à ces élections.

Certaines vidéos montrent des enfants insultant Bachar avant de lancer de faux bulletins ; des

simulacres d'élections mettant en scène des électeurs corrompus, des urnes bourrées et des proclamations sur la « liberté » du vote ; des citoyens appelant par leurs noms ceux qui ont « voté avec leurs vies » lors du soulèvement.

Les habitants de la plupart des gouvernorats syriens n'ont en fait pas participé au vote en raison des conditions de sécurité et parce que la majorité des électeurs était contre le régime.

Le résultat de ces élections n'a pas été une surprise : les listes des partisans du régime ont gagné environ 80% des sièges dans tous les gouvernorats du pays, laissant moins de 20% des sièges pour des candidats élus sous des bannières « indépendantes », mais qui n'en sont pas moins favorables au régime.

Outre sa répression meurtrière, le régime continue d'ignorer la volonté réelle du peuple syrien, exprimée dans les rues du pays, là où personne ne peut lui imposer ses choix, pour la démocratie et la liberté.

Attaques terroristes, insécurité et interventions étrangères, dans les intérêts de qui et qui condamner ?

Le front Al-Nusra, un groupe islamiste obscur, inconnu avant le soulèvement syrien, a publié une vidéo le 12 mai 2012, dans laquelle il revendique la responsabilité des deux attentats suicides qui ont eu lieu le 10 mai à Damas, tuant 55 personnes et en blessant près de 400 autres.

Le groupe a revendiqué également sa responsabilité pour de précédentes attaques, dont les deux explosions le 27 avril à Damas qui ont provoqué la mort de nombreuses personnes, ainsi que deux autres explosions mortelles dans la capitale et deux à Alep, au nord du pays. Dans tous les cas, le régime et l'opposition se renvoient l'accusation de la responsabilité de ces actes.

La reconnaissance de ces actes par ce groupe islamiste inconnu n'a toutefois pas complètement convaincu le peuple syrien parce que le régime l'a accoutumé à ce genre d'actions, en accusant d'obscurs groupes islamistes de les avoir réalisées, alors qu'il les avait réellement commanditées. Cela a été le cas, au cours de l'année passée, pour de nombreuses actions prétendument terroristes, mais organisées en réalité par les services de sécurité, tout comme cela avait été le cas dans les années 1980 lorsque différents groupes d'opposition étaient en lutte contre le régime autoritaire.

Ce qui est toutefois certain, c'est le rejet dans les rues, de la part de l'opposition syrienne et du mouvement populaire, de ces actions terroristes. Le vendredi 11 mai 2012, de nombreux Syriens au cours de manifestations ont accusé le régime d'avoir perpétré ces explosions dans le but de freiner le soulèvement. On peut lire dans ces manifestations des slogans tels que : « *Notre révolution n'a rien à voir avec ces attaques terroristes du régime.* »

La responsabilité ultime de ces actions terroristes revient cependant au régime. On peut dire la même chose en ce qui concerne l'insécurité dans le pays, ainsi que pour les interventions étrangères de tous les côtés.

Et cela pour un régime qui a martelé qu'il apportait la stabilité du pays et qu'il en garantissait la souveraineté. Le comportement criminel du régime a conduit le pays dans la situation dans lequel il se trouve aujourd'hui.

Il est coupable des souffrances du peuple syrien qui demande seulement la liberté et la dignité, ou, en d'autres termes, la démocratie et la justice sociale. Pourquoi le régime a-t-il refusé d'entendre le peuple ? Non pas pour défendre la cause palestinienne, l'arabisme, la laïcité de l'Etat ou encore pour s'opposer aux Etats-Unis et aux impérialistes sionistes, ainsi qu'il l'affirme de concert avec ses

partisans en Occident et dans la région. Mais, en réalité, pour défendre une mafia clientéliste, militaire, autoritaire et un régime bourgeois qui n'a pas hésité à collaborer avec les gouvernements impérialistes occidentaux dans le passé !

Nous n'assistons pas à une guerre civile en Syrie, parce que cela signifierait reconnaître la propagande du régime et accepter de séparer le processus révolutionnaire syrien des insurrections et des mobilisations diverses qui se déroulent, avec des hauts et des bas, dans le monde arabe.

Ce à quoi nous assistons en fait en Syrie est un soulèvement du peuple pour la démocratie, la justice sociale et une indépendance réelle contre un dictateur et son régime criminel ! Vive la révolution syrienne et gloire à nos martyrs !

Khalil Habash, 14 mai 2012.

P.-S.

* Traduction A l'Encontre. <http://alencontre.org/>